



CONSEIL DE COMMUNAUTE

VENDREDI 29 JUIN 2018

L'an deux mille dix huit, le vingt neuf juin , à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, BESCOND Yvon, GOALEC Bernard, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, MORVAN Marie-Claude, POUPON Julien, ANDRÉ Robert, BONIZ Jean-Jacques, BRIANT Hervé, COJEAN Michel, CRENN Jean, CUNIN Marie-José, GODET Nathalie, JEZEQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie, LEBALLEUR Pierre, MAHÉ Marie-Line, MAILFERT Gilles, MASCLEF Evelyne, MERDY Marie-Thérèse, MORVAN Henri, OMNÈS Elisabeth, PAGE Marie-Renée, PHILIPPE Georges, PITON Jean-Jacques, PONT Annie, ROUBY Solenn, SERGENT André, TANDÉO Gilles, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France

Secrétaire de séance

FLOCH Jean-Bernard

Excusés

FORTIN Laurence (pouvoir à LEBALLEUR Pierre)
LE TYRANT Jean-Claude (pouvoir à LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie)
GUILLORÉ Alexandra (pouvoir à LECLERC Patrick)
BÉGOC Marie-Hélène (pouvoir à ANDRÉ Robert)
CORNILY Karine (pouvoir à MORVAN Henri)
CORRE Michel (pouvoir à BESCOND Yvon)
CYRILLE Yves (pouvoir à MORVAN Marie-Claude)
GUILLOU Jacques (pouvoir à PONT Annie)
HERROU Monique (pouvoir à MAILFERT Gilles)
MOULLEC Yvan (pouvoir à TANGUY Anne)
RIOU Michel (pouvoir à TRMAL Marie-France)

Absents

BERVAS Viviane, CANN Joël, LE GUEN Jean-René

Conseil de Communauté du 29 juin 2018
Délibération n° DCC2018_001

Objet	Transfert de la compétence eau potable
Rapporteur	Patrick LECLERC
Service	Direction Générale
Thème	Direction générale

EXPOSÉ DES MOTIFS :

L'étendue de la compétence eau potable est définie par l'article L.2224-7 du code général des collectivités territoriales comme suit : *« Tout service assurant tout ou partie de la production par captage ou pompage, de la protection du point de prélèvement, du traitement, du transport, du stockage et de la distribution d'eau destinée à la consommation humaine est un service d'eau potable ».*

La question du transfert de la compétence eau potable a été abordée pour la première fois devant le conseil de Communauté à l'occasion de l'étude du projet de Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI), le 11 décembre 2015. Ce projet prévoyait le transfert obligatoire de la compétence eau potable le 1er janvier 2017. A cette occasion, le conseil de Communauté décidait que :

- *« compte tenu de la complexité d'organiser dans le délai imparti le transfert de la compétence Eau, en raison notamment de la diversité des modes de gestion de l'eau au sein des communes membres de la Communauté, et de l'impossibilité pour celle-ci de se saisir partiellement de la compétence, il paraît indispensable de solliciter auprès de M. le Préfet du Finistère un délai supplémentaire qui permettrait d'assurer un transfert de compétence dans des conditions optimales (mode de gestion, péréquation tarifaire...).*

- *le calendrier proposé serait donc le suivant : 2016 : lancement d'une étude, pour un transfert de compétence, au plus tôt au 1^{er} janvier 2018, idéalement au 1er janvier 2019 ».*

Telle fut la réponse de la Communauté, en décembre 2015, au projet de SDCI de M. le Préfet du Finistère.

Considérant l'importante préparation de ce transfert de compétence au vu de la complexité de son exercice :

A. L'étude patrimoniale

En 2016, suite à la délibération relative au SDCI précitée de décembre 2015, et dans le cadre de la réflexion sur le transfert de la compétence eau potable, l'état des lieux de l'organisation de cette compétence a été présenté au bureau communautaire du 14 juin.

Sur les 22 communes, 12 communes avaient réalisé ou envisageaient de réaliser, soit directement, soit par le biais de leur syndicat, une étude patrimoniale de leurs infrastructures de production et de distribution d'eau potable.

L'étude de transfert a identifié les études manquantes, compilé et complété, le cas échéant, les études déjà réalisées afin d'obtenir une vision homogène de la compétence sous l'angle

patrimonial qui serait complétée d'analyses financière et juridique.

La connaissance précise des infrastructures et l'élaboration d'un schéma directeur prenant en compte les projets d'urbanisation et une prospective sur les investissements envisagés, les projets de rénovation de restructuration ou à programmer pour un maintien en état du patrimoine ainsi qu'un projet de sécurisation des conditions d'alimentation du territoire, constituait le socle de la réflexion sur ce transfert de compétence.

La Communauté a confié cette étude, dans le cadre d'un contrat de quasi-régie, à la société publique locale Eau du Ponant pour un montant hors option de 228 000 € HT et autorisé le président à solliciter, par délibération du 23 septembre 2016, des subventions auprès du Conseil départemental et de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne.

L'étude s'est déroulée en 4 phases : un état des lieux, une modélisation, une analyse prospective et des préconisations, des propositions de programme pluriannuel d'investissement et des études financières avec projet de convergence tarifaire.

En parallèle des rencontres se sont déroulées avec les syndicats qui avaient lancés leur étude patrimoniale afin d'intégrer leurs études dans le projet global.

Des comités techniques avec les communes et syndicats concernés et des comités de pilotage ont été organisés aux différentes étapes d'avancement de ces études patrimoniales.

B. L'étude financière

La Communauté a exprimé le besoin de réaliser un état des lieux très précis des données financières concernant l'exercice de la compétence eau potable sur le territoire. Ainsi, avec les compétences du cabinet Ressources Consultants Finances, elle a pu, en écho aux résultats de l'étude patrimoniale, présenter des données chiffrées et très précises sur les investissements à réaliser, les scénarios de convergence tarifaire, etc. afin que chaque commune connaisse l'état précis de ses réseaux, les investissements à réaliser pour les vingt prochaines années ainsi que les impacts tarifaires pour les usagers habitant son territoire.

Comme pour l'étude patrimoniale, le rendu de cette étude a fait l'objet de plusieurs réunions de l'ensemble des maires.

C. La question organisationnelle et ressources humaines

Chaque transfert de compétence qu'a connu la Communauté ces dernières années n'a pas forcément emporté un transfert de personnel. Ce transfert de la compétence eau potable donnera lieu à un transfert de personnel.

En effet, l'article L.5211-4-1 du code général des collectivités territoriales dispose que « *Le transfert de compétences d'une commune à un établissement public de coopération intercommunale entraîne le transfert du service ou de la partie de service chargé de sa mise en œuvre. Toutefois, dans le cadre d'une bonne organisation des services, une commune peut conserver tout ou partie du service concerné par le transfert de compétences, à raison du caractère partiel de ce dernier* ».

Au vu du nombre important des agents travaillant, de façon significative ou non, sur des missions eau potable, la Communauté a exprimé le souhait d'être accompagnée par le Centre de Gestion du Finistère qui a pu recevoir, en entretien individuel, les personnels

concernés ainsi que leur employeur, afin de leur présenter, sous l'angle ressources humaines et organisationnel, la question de ce transfert de compétence et les conséquences que cela pourrait entraîner pour eux.

Considérant en outre qu'au vu de la sensibilité de cette compétence, il est impératif de formaliser un pacte des relations entre la Communauté et les communes dans le futur exercice de celle-ci :

1. En cas d'exercice en régie ou en délégation de service public de la compétence, la Communauté s'engage à :

- Maintenir les projets d'investissement en cours, au moment du transfert
- Assurer la reprise du personnel dédié aux missions eau potable
- Garantir la situation des personnels concernés par des missions eau potable mais non transférés, par des prestations de service avec leur collectivité employeur pendant la durée du contrat de délégation de service public à passer
- Mettre en place un conseil d'exploitation trimestriel
- Assurer les interventions en urgence via un mode opératoire intégrant directement les maires
- Mettre en place un plan de communication à destination des usagers, d'une part, et des personnels concernés, d'autre part,
- Mettre en œuvre une facturation unique pour l'usager (eau+assainissement) qui ne sera plus assurée par les communes
- Mettre en œuvre une grille tarifaire composée de sept tranches
- S'assurer de la protection et de la diversification de la ressource

2. En cas d'exercice de la compétence en délégation de service public, la Communauté s'engage à :

- Définir les investissements à réaliser, dans le cadre d'un contrat de concession
- Fixer le prix de l'eau dans le cadre d'une convergence tarifaire d'une durée de dix ans
- Passer un contrat de concession en fixant son terme à 2027
- Maintenir une compétence et une ingénierie eau potable au sein des services communautaires
- Être accompagnée par un assistant à maîtrise d'ouvrage pour la rédaction du cahier des charges et les négociations
- S'assurer de la présence du délégataire via une antenne sur son territoire
- Garantir un système d'astreinte et d'intervention réactif

LA PROCÉDURE DE TRANSFERT DE COMPÉTENCE

Selon l'article L.5211-17, « Les communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale peuvent à tout moment transférer, en tout ou partie, à ce dernier, certaines de leurs compétences dont le transfert n'est pas prévu par la loi ou par la décision institutive ainsi que les biens, équipements ou services publics nécessaires à leur exercice.

Ces transferts sont décidés par délibérations concordantes de l'organe délibérant et des conseils municipaux se prononçant dans les conditions de majorité requise pour la création de l'établissement public de coopération intercommunale. Le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois, à compter de la notification au maire de la commune de la délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de

coopération intercommunale, pour se prononcer sur les transferts proposés. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable. [...]

Le transfert de compétences est prononcé par arrêté du ou des représentants de l'Etat dans le ou les départements intéressés. Il entraîne de plein droit l'application à l'ensemble des biens, équipements et services publics nécessaires à leur exercice, ainsi qu'à l'ensemble des droits et obligations qui leur sont attachés à la date du transfert, des dispositions des trois premiers alinéas de l'article L.1321-1, des deux premiers alinéas de l'article L.1321-2 et des articles L.1321-3, L.13214 et L.1321-5.

L'établissement public de coopération intercommunale est substitué de plein droit, à la date du transfert de compétences, aux communes qui le composent dans toutes leurs délibérations et tous leurs actes.

Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. La substitution de personne morale aux contrats conclus par les communes n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant. La commune qui transfère la compétence informe les cocontractants de cette substitution ».

Enfin, l'article L.5211-5 du code général des collectivités territoriales précise que « Cet accord doit être exprimé par deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population ».

DÉLIBÉRATION:

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République dite « loi NOTRe » et notamment ses articles 64, 68 et 81,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 2224-7 et L 2224-8, ainsi que les articles L 5211-4-1, L 5211-5 L5211-17 et L 5214-16 ;
Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,
Vu la délibération n°2015-173 relative au Schéma Départemental de Coopération Intercommunale
Vu l'avis favorable du Bureau communautaire en date du 12 juin 2018

Vu l'avis favorable de la Commission Services à la population/ tourisme du 19 juin 2018
Vu l'avis favorable de la Commission Finances Ressources Humaines du 19 juin 2018
Vu l'avis favorable de la Commission Environnement du 19 juin 2018
Vu l'avis favorable de la Commission Aménagement du 18 juin 2018

Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :

Pour : 42

Contre : 3

CRENN Jean, MASCLEF Evelyne, SERGENT André

Article 1:

Approuve le transfert à compter du 1^{er} janvier 2019 de la compétence optionnelle « Eau » telle que définie à l'article L.2224-7 du code général des collectivités territoriales, au profit de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas, et la modification des statuts en ce sens,

Article 2 :

Charge le président de notifier la présente délibération aux maires des vingt-deux communes membres aux fins d'adoption par les conseils municipaux de ces communes de délibérations concordantes,

Article 3 :

Autorise le président à prendre toutes mesures nécessaires en vue de l'exécution de la présente délibération.

Signé par :
Patrick Leclerc
Date : 03/07/2018
Qualité :
PRESIDENT